

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 1188

[C — 2003/22314]

17 MARS 2003. — Arrêté royal portant exécution de l'article 92, 15°, de la loi du 3 février 2003 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 février 2003 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public, notamment l'article 92, 15°;

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, notamment l'article 1<sup>er</sup>, modifié par les arrêtés royaux des 10 juin 1985 et 5 juillet 1990;

Vu le décret de la Communauté française du 20 juin 2002 autorisant la R.T.B.F. à participer au régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, notamment les articles 2 et 8;

Considérant que l'article 8 du décret du 20 juin 2002 autorisant la R.T.B.F. à participer au régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit prévoit que l'article 2 de ce décret, qui autorise la R.T.B.F. à solliciter son affiliation au Pool des Parastataux, produit ses effets à la date à laquelle ce décret a été publié au *Moniteur belge*;

Que cette publication est intervenue le 16 juillet 2002;

Considérant qu'en égard au fait que les pensions sont payées mensuellement, l'affiliation doit produire ses effets à partir du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit l'autorisation, soit le 1<sup>er</sup> août 2002;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La section 1<sup>re</sup> du chapitre VIII de la loi du 3 février 2003 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public, produit ses effets le 1<sup>er</sup> août 2002.

**Art. 2.** Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2003 — 1188

[C — 2003/22314]

17 MAART 2003. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 92, 15°, van de wet van 3 februari 2003 houdende diverse wijzigingen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 februari 2003 houdende diverse wijzigingen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector, inzonderheid op artikel 92, 15°;

Gelet op de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 10 juni 1985 en 5 juli 1990;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 waarbij de « R.T.B.F. » de toestemming krijgt om deel te nemen aan het pensioenstelsel ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, inzonderheid op artikelen de 2 en 8;

Overwegende dat artikel 8 van het decreet van 20 juni 2002 waarbij de « R.T.B.F. » de toestemming krijgt om deel te nemen aan het pensioenstelsel ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, bepaalt dat artikel 2 van dat decreet dat de toestemming geeft aan de « R.T.B.F. » om de aansluiting aan te vragen bij de Pool der Parastatalen, uitwerking heeft op de dag waarop dit decreet is verschenen in het *Belgisch Staatsblad*;

Dat deze publicatie gebeurd is op 16 juli 2002;

Overwegende dat, rekening houdend met het feit dat de pensioenen maandelijks betaald worden, de aansluiting uitwerking moet hebben vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de toestemming, namelijk 1 augustus 2002;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Afdeling 1 van hoofdstuk VIII van de wet van 3 februari 2003 betreffende houdende diverse wijzigingen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector, heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 2002.

**Art. 2.** Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit

Gegeven te Brussel, 17 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE

## SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION INTEGRATION SOCIALE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE

F. 2003 — 1189

[C — 2003/22329]

20 MARS 2003. — Arrêté royal fixant les modalités d'exécution de l'article 15, alinéa 4, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, notamment l'article 15, alinéas 4 et 5, introduit par la loi-programme du 24 décembre 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 janvier 2003;

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID EN PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE ARMOEDEBESTRIJDING EN SOCIALE ECONOMIE

N. 2003 — 1189

[C — 2003/22329]

20 MAART 2003. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de uitvoeringsmodaliteiten van artikel 15, vierde lid, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 15, vierde en vijfde lid, ingevoegd bij de programmwet van 24 december 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 januari 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 29 janvier 2003;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'article 15 de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale a été complété par un alinéa 4 et 5 conformément à l'article 382 de la loi-programme du 24 décembre 2002; que selon ces dispositions le ministre doit déterminer à titre provisoire et dans les cinq jours ouvrables le centre qui doit intervenir lorsque deux ou plusieurs C.P.A.S. contestent leur compétence concernant une demande d'aide; que le Roi doit déterminer la procédure pour saisir le ministre compétent ainsi que la manière dont une solution sera donnée à titre provisoire au conflit de compétence; que ces dispositions légales sont déjà entrées en vigueur le 10 janvier 2003; que les conflits de compétence entre C.P.A.S. ont pour conséquence que l'aide nécessaire n'est finalement pas octroyée et que les droits fondamentaux sont ainsi bafoués; que la situation précaire des sans-abri, et de façon plus générale de toutes les personnes dans le besoin qui n'obtiennent aucune aide suite aux contestations de compétence, requiert que soient définies d'urgence dans le présent arrêté les modalités d'exécution relatives à l'article 15, alinéa 4, susmentionné de la loi du 2 avril 1965.

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 34.805/3, donné le 4 février 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intégration sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « ministre » : le Ministre compétent pour l'Intégration sociale;

2° « centre » : le centre public d'aide sociale;

**Art. 2.** Lorsque le centre à qui une demande d'aide a été transmise par un premier centre qui s'est déclaré incompétent, s'estime à son tour incompétent, il demande au ministre, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la date de réception du dossier de la demande d'aide, de déterminer à titre provisoire quel centre est compétent pour statuer sur cette demande d'aide, sans préjudice des éventuelles décisions administratives ou judiciaires ultérieures relatives à la compétence territoriale des centres concernés.

**Art. 3.** Cette requête est effectuée par courrier, par télécopie ou par courrier électronique. Elle contient toutes les informations concernant l'identité de la personne concernée, une description des éléments de fait et des éléments juridiques sur lesquels la supposée incompétence se base, une copie de la décision motivée transmise par le premier centre ainsi que les coordonnées de la personne qui gère le dossier.

**Art. 4.** Chaque centre auquel le ministre demande des informations complémentaires doit communiquer ces renseignements, sans délai, au ministre.

**Art. 5.** Dans les cinq jours ouvrables après réception de la requête, le ministre détermine le centre qui est compétent pour statuer sur la demande d'aide, sans préjudice des éventuelles décisions administratives ou judiciaires ultérieures relatives à la compétence territoriale des centres concernés.

Le Ministre peut prendre la décision visée au premier alinéa même si le centre auquel une demande d'information telle que visée à l'article 4 a été adressée, ne fournit pas les renseignements demandés.

**Art. 6.** Le Ministre fait connaître sa décision motivée, sans délai, au centre qui a été désigné pour statuer à titre provisoire sur la demande d'aide.

Le centre susmentionné prend lui-même immédiatement contact avec le demandeur d'aide.

Les autres centres concernés dans le conflit de compétence reçoivent du Ministre une copie conforme de sa décision pour information.

**Art. 7.** Le centre déclaré définitivement compétent par une décision judiciaire rendue en dernier ressort ou une décision administrative qui n'est plus susceptible de recours, doit le cas échéant rembourser l'aide octroyée par le centre déclaré compétent à titre provisoire, sans possibilité de contestation.

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 januari 2003;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat artikel 15 van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, door artikel 382 van de programmawet van 24 december 2002, aangevuld werd met een vierde en vijfde lid; dat volgens deze bepalingen de minister binnen de vijf werkdagen ten voorlopige titel het centrum moet aanduiden dat moet tussenkomen wanneer twee of meerdere O.C.M.W.'s hun bevoegdheid met betrekking tot een steunaanvraag betwisten; dat de Koning de procedure dient te bepalen om de bevoegde minister te vatten, evenals de wijze waarop ten voorlopige titel een oplossing aan het bevoegdheidsconflict zal worden gegeven; dat deze wetsbepalingen reeds in werking zijn getreden op 10 januari 2003 dat bevoegdheidsconflicten tussen O.C.M.W.'s tot resultaat hebben dat de noodzakelijke hulp uiteindelijk niet wordt verleend en aldus afbreuk wordt gedaan aan fundamentele rechten; dat de precare situatie van dakloze personen en meer in het algemeen, van alle hulpbehoevenden die ingevolge bevoegdheidsbetwistingen van alle hulp verstoken blijven, vereist dat in onderhavig besluit dringend noodzakelijk de uitvoeringsmodaliteiten met betrekking tot voornoemd artikel 15, vierde lid, van de wet van 2 april 1965 worden vastgesteld.

Gelet op het advies nr. 34.805/3 van de Raad van State, gegeven op 4 februari 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Op de voordracht van Onze Minister van Maatschappelijke Integratie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « minister » : de Minister tot wiens bevoegdheid de Maatschappelijke Integratie behoort;

2° « centrum » : het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

**Art. 2.** Wanneer het centrum, aan wie een steunaanvraag werd overgezonden door een eerste centrum dat zich onbevoegd heeft verklaard, zich op zijn beurt niet bevoegd acht, verzoekt het de minister binnen de vijf werkdagen volgend op de dag van ontvangst van het dossier van de steunaanvraag, ten voorlopige titel te bepalen welk centrum bevoegd is om een beslissing te nemen over deze steunaanvraag, onverminderd eventuele latere administratieve of rechterlijke beslissingen met betrekking tot de territoriale bevoegdheid van de betrokken centra.

**Art. 3.** Dit verzoek geschiedt per brief, per telefax of per elektronische post. Het bevat alle inlichtingen betreffende de identiteit van de betrokkene, een beschrijving van de feitelijke en juridische elementen waarop de vermeende onbevoegdheid is gebaseerd, een afschrift van de door het eerste centrum overgezonden gemotiveerde beslissing, evenals de personalia van de persoon die het dossier beheert.

**Art. 4.** Elk centrum aan wie de minister een vraag om bijkomende informatie stelt, moet deze inlichtingen zonder verwijl aan de minister meedelen.

**Art. 5.** Binnen de vijf werkdagen na de ontvangst van het verzoek daartoe, bepaalt de minister het centrum dat bevoegd is om een beslissing te nemen over de steunaanvraag, onverminderd eventuele latere administratieve of rechterlijke beslissingen met betrekking tot de territoriale bevoegdheid van de betrokken centra.

De Minister kan de in het eerste lid vermelde beslissing nemen, ook al blijft het centrum, waaraan een in artikel 4 bedoelde vraag om informatie werd gesteld, in gebreke om de gevraagde inlichtingen te verstrekken.

**Art. 6.** De Minister brengt zijn met redenen omklede beslissing onverwijld ter kennis aan het centrum dat werd aangewezen om ten voorlopige titel een beslissing te nemen over de steunaanvraag.

Vornoemd centrum treedt zelf onverwijld in contact met de hulpaanvrager.

De andere in het bevoegdheidsconflict betrokken centra ontvangen van de Minister een eensluidend afschrift van zijn beslissing ter informatie.

**Art. 7.** Het centrum dat bij een rechterlijke beslissing die in laatste aanleg is gewezen of een administratieve beslissing waartegen geen beroep meer openstaat, definitief bevoegd wordt verklaard voor de steunverlening, moet in voorkomend geval de steun die is verleend door het voorlopig bevoegd verklaard centrum zonder mogelijkheid tot betwisting terugbetalen.

**Art. 8.** Notre Ministre de l'Intégration sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intégration sociale,  
J. VANDE LANOTTE

**Art. 8.** Onze Minister van Maatschappelijke Integratie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Maatschappelijke Integratie,  
J. VANDE LANOTTE

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,  
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 2003 — 1190

[C — 2003/22313]

**20 MARS 2003.** — Arrêté royal fixant le budget global en 2003 des moyens financiers pour l'ensemble du Royaume pour les prestations en matière de spécialités pharmaceutiques dans le cadre de l'assurance obligatoire soins de santé

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 69, § 5, modifié par les lois des 24 décembre 1999, 2 janvier 2001 et 10 août 2001, et l'article 191, 15<sup>o</sup> quater, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, inséré par la loi du 10 août 2001;

Vu la concertation avec l'Association générale de l'Industrie du Médicament;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, émis le 23 décembre 2002;

Vu l'avis du Conseil général de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, émis le 23 décembre 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 janvier 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 23 janvier 2003;

Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 34.789/1 du Conseil d'Etat, donné le 20 février 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le budget global des moyens financiers pour l'ensemble du Royaume pour les prestations en matière de spécialités pharmaceutiques visées dans l'article 34, 5°, b et c, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, s'élève à 2.541,745 millions euro pour l'année 2003.

**Art. 2.** Le montant visé dans l'article 1<sup>er</sup> concerne les spécialités pharmaceutiques et produits assimilés dont les listes sont annexées à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions concernant l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, accordées tant à des bénéficiaires hospitalisés qu'à des bénéficiaires non hospitalisés, à l'exception des isotopes radio-actifs employés à titre thérapeutique et diagnostic et plasma humain frais congelé viron-inactivé.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,  
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 2003 — 1190

[C — 2003/22313]

**20 MAART 2003.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van het globaal budget in 2003 van de financiële middelen voor het hele Rijk voor de verstrekkingen inzake de farmaceutische specialiteiten in het kader van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 69, § 5, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1999, 2 januari 2001 en 10 augustus 2001, en op artikel 191, 15<sup>o</sup> quater, § 1, derde lid, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001;

Gelet op het overleg met de Algemene Vereniging van de Geneesmiddelenindustrie;

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 23 december 2002;

Gelet op het advies van de Algemene Raad van de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 23 december 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 januari 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 23 januari 2003;

Gelet op het besluit van de Ministerraad, over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies nr. 34.789/1 van de Raad van State, gegeven op 20 februari 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het globaal budget van de financiële middelen voor het hele Rijk voor de verstrekkingen inzake de farmaceutische specialiteiten, bedoeld in artikel 34, 5°, b en c, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, beloopt 2.541,745 miljoen euro voor het jaar 2003.

**Art. 2.** Het in artikel 1 bedoeld bedrag betreft de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten, waarvan de lijsten als bijlage gaan bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van de farmaceutische specialiteiten, zowel verleend aan in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden als aan niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden, met uitzondering van de radioisotopen voor therapeutisch en diagnostisch gebruik, en vers ingevroren plasma virus geïnactiveerd.